

**Réponse GDF SUEZ Branche Infrastructures**  
**Consultation publique de la CRE**  
**Principes d'acheminement pour les centrales électriques**  
**raccordées aux réseaux gaziers**

Remarques liminaires :

1. Les directives gaz ont demandé la séparation comptable puis juridique des activités de réseaux vis à vis des autres activités. Ces demandes ont été satisfaites au sein du Groupe GDF SUEZ avec la mise en place d'une filiale par activité.
2. Afin d'assurer le fonctionnement le plus efficace d'un système dissocié, il faut que le client ait accès comme cela a effectivement été prévu à chacun des services indépendamment. Cela lui permet de choisir la ressource qui lui convient le mieux avec le niveau de service qu'il choisit. Toute allocation de capacité par un ou des intermédiaires les obligerait à choisir sans indicateur économique des installations en concurrence soit parmi les centrales à alimenter un jour donné en cas de pénurie de ressource, soit les moyens de flexibilité à utiliser en cas d'excès de ressources.
3. Lors des discussions de la loi de 2003, il a toujours été clair que l'équilibre des flux de gaz naturel mentionné à l'article 21 s'entendait bien pour assurer la sécurité de fonctionnement du système et la sécurité d'alimentation globale des clients. En aucun il n'a été question de la satisfaction de leur courbe de charge quel que soit son pas de temps.
4. Si cela avait été le cas, il n'aurait pas été nécessaire de créer un accès des clients au stockage. Il aurait suffi que le transporteur achète les capacités et les mette à disposition de ses clients pour assurer la modulation saisonnière, mensuelle ou hebdomadaire des consommateurs finaux. Le sujet est le même pour des consommations de gaz volontairement modulées par le consommateur quel que soit son pas de temps notamment intra-journalier.
5. Le développement de TAC au gaz n'a jamais été une solution préconisée pour couvrir les besoins de pointe d'électricité (voir la synthèse des coûts de référence publiée par la DGEC). Hors situation particulière, ces moyens de production ne doivent pas « peser » sur le réseau.
6. Les énergies étant en compétition sur certains segments du marché final, il faut veiller à ce qu'une énergie ne bénéficie pas d'un avantage concurrentiel indu vis à vis d'une autre. Par exemple, il ne serait pas possible que certains types de production d'électricité bénéficient d'un coût marginal d'accès à certaines ressources du système gazier, alors que les fournisseurs de gaz verraient leurs clients supporter les coûts complets pour des usages gaziers, comme le chauffage par exemple.
7. Dans une vision économique globale, la valeur créée par le spread électrique doit être répartie entre les différents moyens utilisés pour le générer.

**Q1 :** *Pensez-vous que l'analyse technique de GRTgaz est suffisante pour justifier un changement des règles d'acheminement et d'équilibrage ? Si non, quels éléments complémentaires vous paraissent nécessaires ?*

La question posée par GRTgaz n'est pas une question d'équilibrage du réseau mais de synchronisation entre la fourniture et la consommation pour des consommateurs qui choisissent librement leur courbe de charge.

D'après le dossier joint, GRTgaz semble en mesure de transporter de la flexibilité nécessaire à des gros utilisateurs très modulés sur la journée moyennant une programmation au préalable du profil estimé de consommation.

Compte tenu de l'évolution des besoins du marché, il est évident que les offres et les règles de fonctionnement doivent pouvoir être adaptées en phase avec cette évolution.

**Q2** *Pensez-vous qu'il est souhaitable de maintenir un équilibrage journalier sur les réseaux de transport de gaz naturel ?*

En base, pour les consommateurs qui ne disposent pas des moyens de fixer la modulation de leur consommation sur la journée, l'équilibrage journalier paraît le plus adapté à un marché fluide. Ce n'est pas forcément le cas pour de gros consommateurs fortement modulés et qui peuvent piloter leur courbe de charge. Il semble cohérent, comme cela se pratique dans plusieurs pays, de mettre en place les instruments qui les amènent à assumer les conséquences de leurs décisions, sans mettre en risque le système gazier.

**Q3** *Pensez-vous que les producteurs d'électricité doivent être soumis à l'obligation de fournir au GRT, la veille pour le lendemain, leur programme horaire de consommation de gaz naturel ?*

Le corollaire normal de l'utilisation des réseaux de gaz est que les clients directement ou via leurs fournisseurs transmettent leurs prévisions de consommation le jour pour le lendemain. Par ailleurs, la mise à disposition du programme horaire n'est pas une contrainte supplémentaire pour les producteurs qui le fournissent déjà au RTE.

**Q4** *Quelle est votre analyse de la proposition de GRTgaz de mettre en place une obligation d'équilibrage horaire pour les centrales de production d'électricité, voire plus généralement, pour les gros consommateurs fortement modulés ?*

Voir ci-dessus Q2 et les remarques liminaires.

**Q5** *Quelle est votre analyse du modèle « fourniture de la flexibilité intra-journalière par les GRT, dans le cadre de l'offre d'acheminement régulée » décrit au paragraphe 4.4.2 de la note de consultation ? Pensez-vous que l'offre correspondante, si elle s'avérait payante, devrait être optionnelle ?*

Voir les remarques liminaires : il n'est ni de la mission des GRT, ni optimal pour le système de définir un acheteur unique des moyens de flexibilité pour les revendre au marché. Le principe sous-jacent de l'ouverture des marchés du gaz et de l'électricité a été de rendre le client responsable de ses choix. Ce principe ne conduit pas à désigner un interlocuteur unique pour certains services auxiliaires utiles de surcroît uniquement à quelques très gros clients. Le rajout d'intermédiaires commerciaux dans le système ne se justifie pas et aucune socialisation de l'utilisation de la flexibilité via un intermédiaire n'est envisageable dans un marché concurrentiel aux deux bouts. Ceci n'exclut pas toutefois qu'une fois les contrats commerciaux en place entre utilisateurs et producteurs de flexibilité, les GRT jouent un rôle de coordination et d'optimisation opérationnelle de la globalité des systèmes moyennant des contrats d'interfaces clairs avec les opérateurs des installations adjacentes.

**Q6** *Quel que soit le modèle retenu, êtes-vous favorable à ce que des différences de traitement soient prévues en fonction de l'emplacement géographique des centrales*

*électriques, ou en fonction de l'avancement des projets ? Si oui, lesquelles et suivant quels critères ?*

Le cas échéant, il est normal que celui qui crée un besoin en paye la charge, toute socialisation est à éviter pour des besoins spécifiques. Vis à vis de la mission des GRT, il apparaît que si le transport de flexibilité devait amener à re-dimensionner les réseaux, les utilisateurs de ce service devraient le payer. Une modulation du coût du service en fonction de la distance paraît avoir une certaine cohérence avec le surcoût immédiat ou futur sur le système. La distance à des sources de flexibilité paraît effectivement un élément objectif qui pourrait être utilisé comme vecteur de la répartition des coûts entre les divers types de clients.

Par contre, l'avancement des projets ne paraît pas être un élément discriminant. Le système doit être conçu pour permettre aux meilleurs projets de se positionner et de maximiser le surplus économique global quelle que soit leur date de décision.

**Q7** *Dans l'hypothèse où des obligations d'équilibrage horaire seraient introduites, pensez-vous : qu'elles devraient s'appliquer seulement aux expéditeurs pour l'alimentation des centrales électriques, aux expéditeurs pour l'alimentation de tous les plus gros consommateurs en fonction de seuils à définir, ou à tous les expéditeurs sur l'ensemble de leur clientèle ?*

De même, par principe de non discrimination, les consommateurs qui peuvent choisir leur courbe de charge doivent être traités de manière identique en fonction de critères objectifs qui pourraient être notamment la taille et la plage de modulation de leurs enlèvements sur la journée.

**Q8** *Que pensez-vous des suites de la consultation publique et de la poursuite des travaux du groupe de concertation envisagées au paragraphe 4.5 du document de consultation ?*

Il doit être fait référence au §4.6 de la consultation. Le Groupe de Concertation peut poursuivre ses travaux, mais en parallèle les opérateurs et la CRE, le cas échéant, doivent préparer ou valider les offres et le coût du service associé, pour que dès l'été le nouveau système se mette en place avec la nouvelle vague de CCG arrivant en service, éventuellement en prévoyant une phase de test avant généralisation à tous les types de consommateurs.

**Q9** *Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?*

Voir les remarques liminaires.